

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juni 2002.
Brussel, 22 augustus 2002.

De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX
De Minister van Sociale Zaken,
F. VANDENBROUCKE
De Minister van Volksgezondheid,
Mevr. M. AELVOET

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 29 juni 1981, *Belgisch Staatsblad* van 2 juli 1981;
Wet van 26 maart 1999, *Belgisch Staatsblad* van 1 april 1999;
Wet van 24 december 1999, *Belgisch Staatsblad* van 27 januari 2000;
Koninklijk besluit van 5 februari 1997, *Belgisch Staatsblad* van 27 februari 1997.
Koninklijk besluit van 16 april 1998, *Belgisch Staatsblad* van 24 april 1998.
Koninklijk besluit van 3 mei 1999, *Belgisch Staatsblad* van 9 juni 1999.
Ministerieel besluit van 4 mei 1999, *Belgisch Staatsblad* van 24 juni 1999.
Ministerieel besluit van 6 juli 1999, *Belgisch Staatsblad* van 20 juli 1999.
Ministerieel besluit van 10 januari 2000, *Belgisch Staatsblad* van 24 maart 2000.
Ministerieel besluit van 8 juni 2000, *Belgisch Staatsblad* van 13 juli 2000.
Ministerieel besluit van 20 december 2000, *Belgisch Staatsblad* van 13 februari 2001.
Ministerieel besluit van 7 maart 2001, *Belgisch Staatsblad* van 10 april 2001.
Ministerieel besluit van 16 oktober 2001, *Belgisch Staatsblad* van 21 november 2001.
Ministerieel besluit van 14 november 2001, *Belgisch Staatsblad* van 11 december 2001.
Ministerieel besluit van 9 januari 2002, *Belgisch Staatsblad* van 6 februari 2002.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juin 2002.
Bruxelles, le 22 août 2002.

La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX
Le Ministre des Affaires sociales,
F. VANDENBROUCKE
La Ministre de la Santé publique,
Mme M. AELVOET

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :
Loi du 29 juin 1981, *Moniteur belge* du 2 juillet 1981.
Loi du 26 mars 1999, *Moniteur belge* du 1^{er} avril 1999.
Loi du 24 décembre 1999, *Moniteur belge* du 27 janvier 2000.
Arrêté royal du 5 février 1997, *Moniteur belge* du 27 février 1997.
Arrêté royal du 16 avril 1998, *Moniteur belge* du 24 avril 1998.
Arrêté royal du 3 mai 1999, *Moniteur belge* du 9 juin 1999.
Arrêté ministériel du 4 mai 1999, *Moniteur belge* du 24 juin 1999.
Arrêté ministériel du 6 juillet 1999, *Moniteur belge* du 20 juillet 1999.
Arrêté ministériel du 10 janvier 2000, *Moniteur belge* du 24 mars 2000.
Arrêté ministériel du 8 juin 2000, *Moniteur belge* du 13 juillet 2000.
Arrêté ministériel du 20 décembre 2000, *Moniteur belge* du 13 février 2001.
Arrêté ministériel du 7 mars 2001, *Moniteur belge* du 10 avril 2001.
Arrêté ministériel du 16 octobre 2001, *Moniteur belge* du 10 avril 2001.
Arrêté ministériel du 14 novembre 2001, *Moniteur belge* du 11 décembre 2001.
Arrêté ministériel du 9 janvier 2002, *Moniteur belge* du 6 février 2002.

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2002 — 3357

[C — 2002/29401]

17 JUILLET 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mai 1999 portant application de l'article 28 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, notamment l'article 28, tel que modifié par le décret du 27 mars 2002 modifiant le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mai 1999 portant application de l'article 28 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 juin 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 juin 2002;

Vu les protocoles de négociation du Comité du secteur IX et du Comité des Services publics, provinciaux et locaux, section II, donnés le 4 juillet 2002;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que le décret du 27 mars 2002 étendant aux enseignants de l'enseignement fondamental et aux membres des centres PMS le bénéfice de l'assistance en justice et psychologique d'urgence en cas d'agression est entré en vigueur depuis le 16 avril 2002 et que, dans un souci de sécurité juridique, il s'impose que l'arrêté en portant application détermine dans les meilleurs délais et, au plus tard dès la prochaine rentrée scolaire, les modalités selon lesquelles ces personnes en bénéficieront;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 33.824/2/V, donné le 16 juillet 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enfance, ayant l'Enseignement fondamental dans ses attributions et du Ministre ayant l'Enseignement secondaire et l'Enseignement spécial dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement du 17 juillet 2002,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mai 1999 portant application de l'article 28 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique à toute personne exerçant sa fonction en tout ou en partie ou chargée d'une mission dans un établissement d'enseignement fondamental ou secondaire, ordinaire ou spécial, organisé ou subventionné par la Communauté française, ainsi que dans un centre psycho-médico-social organisé ou subventionné par la Communauté française. »

Art. 2. A l'article 2, 1°, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° Les termes « d'un membre du personnel visé » sont remplacés par le terme « visée »;

2° Les termes « aux biens de celui-ci » sont remplacés par les termes « aux biens de celle-ci »;

3° Les termes « dans le cadre du service du membre du personnel » sont remplacés par les termes « dans le cadre du service de la personne visée à l'article 1^{er} ».

Art. 3. A l'article 4 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 1^{er}, alinéa 1^{er} :

a) Les termes « ou à son pouvoir organisateur pour les établissements subventionnés » sont supprimés;

b) L'alinéa est complété comme suit : «, au directeur du centre pour les centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française et au pouvoir organisateur pour les établissements et les centres psycho-médico-sociaux subventionnés par la Communauté française »;

2° Au § 1^{er}, alinéa 3, les termes « Le chef de l'établissement ou le pouvoir organisateur » sont remplacés par les termes « Le chef de l'établissement, le directeur du centre ou le pouvoir organisateur ».

Art. 4. A l'article 6 du même arrêté, les termes « le membre du personnel » sont remplacés par les termes « la personne visée à l'article 1^{er} ».

Art. 5. A l'article 7 du même arrêté, les termes « le membre du personnel » sont remplacés par les termes « la personne visée à l'article 1^{er} ».

Art. 6. L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 9. Par dérogation à l'article 4, § 1^{er}, les personnes exerçant leur fonction en tout ou en partie ou chargées d'une mission dans un établissement d'enseignement fondamental, ordinaire ou spécial, organisé ou subventionné par la Communauté française, ainsi que dans un centre psycho-médico-social, ayant subi une agression au plus tôt le 16 avril 2002 et au plus tard à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté portant modification du présent article, peuvent obtenir le bénéfice de l'assistance en justice et/ou psychologique d'urgence selon les conditions prévues par le présent arrêté, pour autant qu'elles introduisent leur demande dans le mois qui suit la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté portant modification du présent article. »

Art. 7. Le Ministre ayant l'Enseignement fondamental dans ses attributions et le Ministre ayant l'Enseignement secondaire et l'Enseignement spécial dans ses attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 juillet 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

Par délégation de signature,
R. MILLER

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 3357

[C — 2002/29401]

17 JULI 2002. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van 17 mei 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende toepassing van artikel 28 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, inzonderheid op artikel 28, zoals gewijzigd bij het decreet van 27 maart 2002 houdende wijziging van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie;

Gelet op het besluit van 17 mei 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende toepassing van artikel 28 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 14 juni 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 20 juni 2002;

Gelet op de onderhandelingsprotocollen van het Sectorcomité IX en van het Comité van de Provinciale en Locale Overheidsdiensten, afdeling II, gegeven op 4 juli 2002;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid verantwoord door het feit dat het decreet van 27 maart 2002 dat het voordeel van een rechtsbijstand en een psychologische hulpverlening in geval van aanranding uitbreidt tot de leraren van het basisonderwijs en de leden van de PMS-centra, in werking is getreden sedert 16 april 2002 en dat het vereist is, met het oog op de rechtszekerheid, dat het besluit dat toepassing ervan houdt onverwijld en uiterlijk vanaf de volgende heropening der scholen de modaliteiten vaststelt volgens welke deze personen er van zullen genieten;

Gelet op het advies nr. 33.824/2/V van de Raad van State gegeven op 16 juli 2002, in toepassing van artikel 84, lid 1, 2° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het Basisonderwijs behoort en de Minister tot wiens bevoegdheid het Secundair en Buitengewoon Onderwijs behoren;

Na beraadslaging op 17 juli 2002 van de Regering,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van het besluit van 17 mei 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende toepassing van artikel 28 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op iedere persoon die zijn ambt, geheel of gedeeltelijk, of zijn opdracht uitoefent in een inrichting voor basis- of secundair, gewoon of buitengewoon onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, alsook in een psycho-medisch sociaal centrum, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. »

Art. 2. Aan artikel 2, 1° van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen gebracht :

1° De woorden « van een bedoeld personeelslid » worden vervangen door het woord « bedoeld »;

2° De woorden « in het kader van de dienstprestatie van het personeelslid » worden vervangen door de woorden « in het kader van de dienstprestatie van de bij artikel 1 bedoelde persoon ».

Art. 3. Aan artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen gebracht :

1° aan § 1, lid 1 :

a) worden de woorden « of naar haar inrichtende macht voor de gesubsidieerde inrichtingen » weggelaten;

b) Het lid wordt als volgt aangevuld : « naar de directeur van het centrum voor de psycho-medische sociale centra georganiseerd door de Franse Gemeenschap en naar de inrichtende macht voor de inrichtingen en de psycho-medische sociale centra gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

2° In § 1, lid 3 worden de woorden « Het inrichtingshoofd of de inrichtende macht » vervangen door de woorden « Het inrichtingshoofd, de directeur van het centrum of de inrichtende macht ».

Art. 4. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de woorden « het personeelslid » vervangen door de woorden « de bij artikel 1 bedoelde persoon ».

Art. 5. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de woorden « het personeelslid » vervangen door de woorden « de bij artikel 1 bedoelde persoon ».

Art. 6. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« In afwijking van artikel 4, § 1 kunnen de personen die hun ambt, geheel of gedeeltelijk, of hun opdracht uitoefenen in een inrichting voor basis-, gewoon of buitengewoon onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, alsook in een psycho-medisch sociaal centrum en die ten vroegste op 16 april 2002 en uiterlijk op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit houdende wijziging van dit artikel, slachtoffer waren van een aanranding, de rechtsbijstand en/of de psychologische hulpverlening bij dringende noodzaak genieten volgens de voorwaarden voorzien bij dit besluit, voor zover zij hun aanvraag indienen binnen de maand die volgt op de inwerkingtreding van het besluit houdende wijziging van dit artikel. »

Art. 7. De Minister tot wiens bevoegdheid het Basisonderwijs behoort en de Minister tot wiens bevoegdheid het Secundair en Buitengewoon Onderwijs behoren zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 17 juli 2002.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

Bij ondertekeningsdelegatie,
R. MILLER